



Conseil économique et social

Provisoire

23 mars 2013
Français
Original : anglais

Session d'organisation de 2013

Compte rendu analytique provisoire de la 4^e séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 15 février 2013, à 15 h 40

Président : M. Osorio (Colombie)

Sommaire

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (*suite*)

Programme de travail de base du Conseil

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

13-23544 (F)



Merci de recycler 



La séance est ouverte à 15 h 40.

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (suite) (E/2013/2, E/2013/L.1 et E/2013/L.2)

Programme de travail de base du Conseil (E/2013/1 et E/2013/L.1)

1. **Le Président** appelle l'attention sur l'ordre du jour provisoire de la session d'organisation de 2013 du Conseil (E/2013/2), le projet de programme de travail de base du Conseil pour 2013 et 2014 (E/2013/1), les projets de décision déposés par le Président du Conseil et les membres du Bureau (E/2013/L.1) et le projet de décision déposé par le Canada (E/2013/L.2).

Projet de décision I : Date proposée pour la réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les représentants des institutions de Bretton Woods, de l'Organisation mondiale du commerce et de la CNUCED

2. **Le Président** rappelle qu'après des consultations avec le Bureau du financement du développement du Département des affaires économiques et sociales et des représentants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, le Bureau a recommandé que la réunion spéciale de haut niveau ait lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 22 avril 2013.

3. **M. Schuldt** (Équateur) déclare que sa délégation n'a pas d'objection à ce que la réunion se tienne à cette date. Toutefois, une réunion de deux jours serait plus utile du point de vue du renforcement du Conseil et des possibilités de rencontre entre les délégations et les représentants des institutions.

4. **Le Président** dit que le temps sera exploité au mieux le 22 avril et que les réunions sur le thème de la dette, prévues pour le 23 avril, permettront de poursuivre les débats. Il a été décidé que la manifestation portant sur les partenariats se tiendrait le 24 avril. Le Président mettra tout en œuvre, avec le concours du Secrétariat, pour obtenir une participation du plus haut niveau.

5. *Le projet de décision I est adopté.*

Projet de décision II : Date proposée pour la réunion du Conseil économique et social sur la soutenabilité de la dette extérieure et le développement

6. **Le Président** dit qu'à l'issue de consultations avec le Secrétariat, le Bureau a recommandé que la réunion ait lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 23 avril 2013.

7. *Le projet de décision II est adopté.*

Projet de décision III : Date proposée pour la réunion du Conseil économique et social sur la coopération internationale en matière fiscale

8. **Le Président** dit qu'à l'issue de nouvelles consultations avec le Secrétariat, le Bureau a recommandé que la réunion ait lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 29 mai 2013.

9. *Le projet de décision III est adopté.*

Projet de décision IV : Ordre du jour provisoire de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social

10. *Le projet de décision IV est adopté.*

Projet de décision V : Programme de travail de base du Conseil économique et social pour 2014

11. *Le projet de décision V est adopté.*

Projet de décision VI : Organisation des travaux de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social

12. *Le projet de décision VI est adopté.*

Projet de décision VII : Débat de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social consacré aux activités opérationnelles

13. *Le projet de décision VII est adopté.*

Projet de décision VIII : Thème du débat de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social consacré aux affaires humanitaires

14. *Le projet de décision VIII est adopté.*

Projet de décision IX : Débat du Conseil économique et social sur la question du passage de la phase des secours à celle du développement

15. *Le projet de décision IX est adopté.*

Projet de décision X : Thème du débat de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social consacré à la coopération régionale

16. *Le projet de décision X est adopté.*

Nomination d'un membre supplémentaire du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti (E/2013/L.2)

17. **Le Président** considère que le Conseil souhaite adopter le projet de décision, qui n'a pas d'incidence sur le budget-programme.

18. *Le projet de décision E/2013/L.2 est adopté.*

19. **M. Husain** (Canada) demande des éclaircissements concernant la répartition des responsabilités proposée à la deuxième séance du Conseil, le 12 février, pour la session de fond de juillet 2013. Il demande si les suggestions du Président ont été faites uniquement à titre d'information ou constituent une recommandation à l'intention du Conseil.

20. **Le Président** rappelle qu'il a informé le Conseil de la répartition entre les membres du Bureau des responsabilités relatives aux différents débats. Comme aucun commentaire n'a été fait, il a considéré que le Conseil avait accepté sa proposition.

21. **M. Husain** (Canada) dit que son gouvernement ne peut accepter la répartition des responsabilités présentée le 12 février et est profondément déçu qu'il ait été proposé de confier au Soudan la responsabilité d'animer le débat consacré aux affaires humanitaires. Les mesures prises par le Gouvernement soudanais ont provoqué de terribles crises humanitaires au Darfour, ainsi que dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu. Le Soudan continue de faire preuve d'un mépris total pour le sort de sa population en refusant l'accès humanitaire aux groupes touchés et en harcelant et intimidant les organisations non gouvernementales internationales qui tentent de leur apporter une aide nécessaire à leur survie. C'est pourquoi le Gouvernement canadien doute que le Soudan soit à même d'animer le débat consacré aux affaires humanitaires et s'oppose vigoureusement à la proposition de répartition des responsabilités. Il demande à nouveau au Gouvernement soudanais de faire en sorte que l'aide humanitaire puisse être acheminée en toute sécurité, sans conditions ni entraves, à tous les groupes qui en ont besoin partout sur le territoire. Le Canada apprécie énormément l'action de l'ONU et du Conseil économique et social et reste déterminé à participer de façon constructive aux travaux sur les problèmes économiques et sociaux internationaux, ainsi qu'à coopérer avec tous les États

Membres, pour que leurs efforts collectifs se traduisent par des résultats positifs pour tous.

22. **M^{me} Cousens** (États-Unis d'Amérique) déclare que son gouvernement apprécie les efforts qu'on fait le Président et le Bureau pour répartir les responsabilités relatives aux débats de la session de fond de juillet d'une façon qui permette au Conseil de s'atteler à son programme de travail, aussi chargé qu'important. Toutefois, sa délégation partage les réserves du représentant du Canada au sujet de la recommandation du Président de confier au Soudan la responsabilité d'animer le débat consacré aux affaires humanitaires. Depuis longtemps, le Gouvernement soudanais entrave ou bloque l'acheminement de l'aide humanitaire à son propre peuple. Depuis les 18 derniers mois, il sape les efforts consentis par l'Organisation des Nations Unies, la Ligue arabe et l'Union africaine pour négocier un accord durable concernant l'acheminement de l'aide humanitaire dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu; il a également fait obstacle aux activités de l'opération de maintien de la paix des Nations Unies et de l'Union africaine au Darfour. Le Gouvernement soudanais doit autoriser l'acheminement immédiat et sans entraves de l'aide humanitaire à tous les groupes qui en ont besoin dans ces régions et entamer des négociations avec le Mouvement populaire de libération du Soudan en vue de parvenir à un accord sur la cessation complète des hostilités. Le Soudan est également sous le coup de sanctions des Nations Unies, qu'il a fait fi à maintes reprises. Plusieurs organes des Nations Unies ont établi que le Soudan violait le droit humanitaire et le droit des droits de l'homme; c'est ce qu'indique notamment le rapport de 2012 du Groupe d'experts sur le Soudan. Le Gouvernement des États-Unis considère dès lors que le choix du Soudan ternirait l'image du Conseil à un moment où naissent les attentes relatives aux résultats de ses travaux sur les grandes questions économiques, sociales et humanitaires. Les États-Unis accordent une grande importance au programme de travail du Conseil et à ses responsabilités croissantes et restent déterminés à collaborer étroitement avec tous leurs partenaires des Nations Unies afin de créer un monde meilleur, plus sûr et plus prospère pour tous.

23. Le Gouvernement des États-Unis croit comprendre que le Président a, conformément à l'article 18 du Règlement intérieur, recommandé au Conseil une répartition des responsabilités. Compte tenu des préoccupations qui ont été exprimées,

l'intervenante demande au Président d'envisager d'attendre la poursuite des consultations avant de se prononcer.

24. **M. Osman** (Soudan) dit que le Groupe des États d'Afrique, qui compte 53 pays, a choisi son pays pour assurer la vice-présidence et que sa délégation s'est engagée à respecter les directives et politiques du Bureau.

25. Concernant les allégations sans fondement selon lesquelles le Soudan aurait empêché l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations des États du Kordofan méridional et du Nil Bleu, l'intervenant déclare que ce n'est pas son pays mais le mouvement rebelle connu sous le nom de Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord qui empêche l'acheminement de l'aide. Lors d'une réunion récente avec un représentant du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, il lui a été rapporté que l'un des chefs du mouvement rebelle avait déclaré, lors d'une rencontre avec des représentants de ce bureau à New York, que son mouvement empêchait l'acheminement de l'aide essentiellement parce qu'il n'avait aucune confiance dans la Ligue arabe et l'Union africaine. Le Soudan est disposé à tout moment à coopérer et à se coordonner avec l'Organisation des Nations Unies, comme il l'a fait avec l'Opération hybride Union Africaine-Nations Unies au Darfour et avec toutes les autres organisations. C'est au mouvement rebelle et à ceux qui le soutiennent et l'encouragent à intensifier l'action militaire dans ces États que l'on doit la dégradation de la situation humanitaire.

26. Aucune décision du Président à propos de la répartition des responsabilités entre les vice-présidents n'a été contestée depuis 1993. Les membres du Conseil sont des États souverains et égaux, et aucun pays ne doit en empêcher un autre de s'acquitter de la tâche qui lui a été confiée par un organe des Nations Unies. L'intervenant réfute catégoriquement les allégations du Canada et des États-Unis d'Amérique. Ces délégations sont en droit d'exprimer leurs réserves, mais le Conseil économique et social ne doit pas devenir un autre Conseil de sécurité, où certains membres ont le droit de veto.

27. **M. Avramović** (Observateur de l'Union européenne) partage certaines des préoccupations exprimées et considère qu'il est important de recueillir un large consensus au sujet de la répartition des responsabilités concernant les débats. Sa délégation

soutient la proposition concernant le report de la décision.

28. **M. Alemu** (Éthiopie) dit que le Président devrait tenir compte des usages concernant ses responsabilités. La transparence des activités et des méthodes de travail est cruciale pour le Conseil. Il faut certes tenir compte du fait que le Groupe des États d'Afrique a désigné le Soudan, mais sa délégation ne peut peser indûment sur les décisions. La coopération du Soudan est déterminante pour les objectifs que le Canada et les États-Unis souhaitent promouvoir sur le terrain.

29. **Le Président** dit que de toute évidence sa recommandation concernant la répartition des responsabilités ne fait pas l'objet d'un consensus. Il souligne que la répartition des responsabilités n'est pas une règle écrite mais un usage qui facilite la tâche de la présidence. Il propose dès lors que la décision soit reportée pour que les consultations puissent se poursuivre. Dans l'intervalle, il s'emploiera à trouver une formule satisfaisante avec ses collègues du Bureau.

30. **M. Rodríguez Hernández** (Cuba) déclare que sous l'angle de la procédure, sa délégation est préoccupée par la tournure des événements. Quelles que soient les craintes que la proposition puisse susciter – que son gouvernement juge très hypocrites –, cette proposition devrait être adoptée en l'état par respect pour l'autorité du Président. Par le passé, on a vu une délégation s'opposer à une décision sans pour autant empêcher son adoption. La même démarche devrait être suivie par égard pour l'autorité du Président et sa décision.

31. Les pays sont sur un pied d'égalité au Conseil et dans tous les autres organes intergouvernementaux de l'ONU. Comme le représentant du Soudan l'a indiqué, son pays a été désigné par son groupe régional et c'est ce qui importe le plus.

32. **Le Président** apprécie cette suggestion, mais répète qu'il n'a pas le sentiment que l'atmosphère soit propice à une décision du Conseil sur le sujet. Il préfère reporter la décision pour que les consultations puissent se poursuivre.

33. **M. Elkaraksy** (Observateur de l'Égypte) dit que le Groupe des États d'Afrique a choisi le Soudan pour le représenter au Bureau, signe qu'il lui fait entière confiance; le Conseil devrait suivre les recommandations du Président concernant la répartition des responsabilités.

34. **M. Moulton** (Afrique du Sud) déclare que sa délégation partage les préoccupations exprimées au sujet des procédures et des pratiques du Conseil et souligne que les vice-présidents sont désignés par leur groupe régional et représentent ce groupe, non leur pays.

35. **M. Oguntuyi** (Nigéria) déclare que la décision de désigner le Soudan a été prise par le Groupe des États d'Afrique et doit être respectée. Il ne faut pas créer de précédent en laissant d'autres groupes sanctionner de telles décisions.

36. **Le Président** dit que ce n'est pas le droit de chaque groupe de désigner un vice-président qui est contesté, mais sa recommandation concernant la répartition entre les quatre vice-présidents des responsabilités relatives aux différents débats de la session de fond.

37. **M. Vasiliev** (Fédération de Russie) demande au Président de préciser s'il envisage de reporter la décision jusqu'à la reprise de la session d'organisation, le 25 avril. Il suppose que la recommandation a été formulée en concertation avec tous les vice-présidents, soit les représentants du Groupe des États d'Europe orientale, du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, du Groupe des États d'Afrique et du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

38. **Le Président** dit qu'il commencera par tenir des consultations pour tenter de régler la question de la répartition des responsabilités et qu'il continuera de tenter de parvenir à un accord avec les membres du Conseil. Si une solution est trouvée avant la reprise de la session d'organisation, la tenue d'une session extraordinaire pourra être envisagée. Les membres du Bureau ont bien entendu débattu de la question; la recommandation qui a été présentée est la seule solution qui ait été trouvée.

39. **M. Wang Qun** (Chine) déclare que la Chine a toujours respecté les décisions de tous les organes de l'Organisation des Nations Unies. La Chine se félicite donc que le Soudan ait été choisi pour assurer la vice-présidence au nom du Groupe des États d'Afrique. Elle estime que la répartition des responsabilités entre les membres du Bureau du Conseil doit être décidée d'un commun accord par le Président et les vice-présidents. Elle respecte la décision du Président d'inviter le représentant du Soudan à animer le débat consacré aux affaires humanitaires.

40. Les dissensions au sein du Bureau sont regrettables; il faut espérer qu'une décision sera prise rapidement.

41. **M^{me} Carayanides** (Observatrice de l'Australie) dit que sa délégation n'entend pas contester la décision du Groupe des États d'Afrique, mais que la question de la répartition des responsabilités continue de la perturber et qu'elle souhaite vivement que les consultations se poursuivent.

42. **M. Pescheux** (France) s'associe à la déclaration de l'Union européenne et ajoute au nom de son pays que deux questions se posent : la représentation du Groupe des États d'Afrique par le Soudan, que nul n'a contestée, et la répartition des responsabilités relatives aux débats de la session de fond. La façon dont les groupes régionaux désignent leurs représentants n'a pas été mise en cause. Quant à la répartition des responsabilités, sa délégation considère, à la lumière de son interprétation du Règlement intérieur, que la décision doit être prise par le Conseil sur la recommandation faite par le Président, conformément au paragraphe 2 de l'article 18. Elle se félicite donc que le Président entende poursuivre ses consultations.

43. **M. Escalona** (Observateur de la République bolivarienne du Venezuela) déclare que par respect pour le Président, sa délégation donne son accord pour que la décision soit reportée et que les consultations se poursuivent, mais refuse que cette décision crée un précédent. Aucun membre du Conseil ne peut s'arroger le titre de champion de l'action humanitaire. Quand un groupe régional se choisit un représentant, c'est qu'il le juge à même d'assumer ses responsabilités; ce choix doit être respecté.

La séance est levée à 16 h 35.